

LE SERMENT

BULLETIN DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE BUCHENWALD, DORA ET KOMMANDOS
N° 397 - JUILLET, AOÛT, SEPTEMBRE 2025



© Jean-Pierre Guérif



© Isanelle Janez



© Isanelle Janez

JEAN ANESETTI
MEMBRE DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION ET
DU BUREAU DE L'AFBDK,
GRAND SERVITEUR DE LA MÉMOIRE
DE LA DÉPORTATION, NOUS A QUITTÉS
LE 20 AOÛT 2025

21 NOVEMBRE 2025
UAMCN

Ravivage de
la Flamme sous
l'Arc de Triomphe

22 NOVEMBRE 2025

Assemblée générale
de l'Association dans
nos locaux de Montreuil
et en distanciel

DU 9 AU 16 AVRIL
2026

Le Voyage de mémoire
et d'étude se prépare.
Dates sous réserve de faisabilité

UN AMI NOUS A QUITTÉS

JEAN ANESETTI

Décédé le 20 août, à l'âge de 69 ans, Jean était un homme abîmé par la vie. Abîmé dans sa jeunesse par son origine italienne et une stigmatisation raciste rampante. Abîmé dans sa chair par la maladie. Abîmé au travail car longtemps humilié et harcelé. La pratique quasi professionnelle du ping-pong, l'amour du cinéma, le goût de la guitare et du piano - qui l'ont mené jusqu'à animer les après-midi de l'institution qui l'hébergeait - furent ses alliés dans la lutte. Son seul réconfort, une fois sa mère disparue, fut son amie Nadine, quelques anciens collègues des organismes sociaux du Haut-Rhin que je veux citer ici : Isabelle Janez et Raphaël Weinberg et son investissement exceptionnel dans la mémoire de la Déportation. Cet engagement fut tardif mais il en comprit toute l'importance pour vivre et devenir lui-même après une rencontre avec Boris Cyrulnik. Il saisit cette mémoire reconstructive avec une fougue et une passion dévorante. À peine était-il sorti de mois de rééducation qu'il s'attela à un nouveau projet, prenait les contacts nécessaires pour le mettre en oeuvre et le programmait. Ce devait être début octobre... Un hommage lui a été rendu dans son église paroissiale le 26 août en présence de Michèle Lutz, maire de Mulhouse.

Dominique Durand



© Isabelle Janez

continué à étudier l'histoire de son père, histoire qu'il n'avait découverte en détail que sur le tard, à la mort de ce dernier. Jean m'a souvent raconté l'appel qu'il reçut un jour de sa mère. Elle venait de découvrir dans la cave de la maison familiale deux boîtes contenant photos, documents, tenue de déporté. Certes, Jean savait que son père avait été victime d'une rafle organisée par Klaus Barbie à Saint-Claude (Jura) puis déporté. Mais il me racontait également souvent, avec un pincement au cœur évident, que son père lui avait interdit d'en parler car "il ne pouvait comprendre". Aussi, Jean s'est mis en devoir de "rattraper le temps perdu". Il voulait savoir, a contacté beaucoup de gens, est retourné plusieurs fois à Saint-Claude, y a participé à des manifestations patriotiques, s'est fait un point d'honneur à cultiver la mémoire de son père et de son histoire tragique. Cela déboucha notamment sur la réalisation d'un DVD retraçant le parcours du résistant et du déporté. Jean était fier - et à juste titre - de son père mais aussi de son travail de recherche. Son film, où le narrateur n'était autre qu'Hubert, était un récit circonstancié de son parcours, reposant sur une foison de documents et de photos, explicitant clairement bien des notions historiques : le STO, la Résistance, les rafles, les différents étapes de la déportation, la vie dans les camps et surtout, les bases idéologiques du nazisme et ses sinistres conséquences. J'ai vu Jean petit à petit surmonter ses complexes - je le cite : "de gars n'ayant pas fait d'études, de fils d'Italien" avec ses conséquences sur sa vie d'enfant, d'adolescent, d'adulte. Y compris au niveau de séquelles sur sa propre santé, liées aux expérimentations nazies opérées sur son père. Je voyais avec plaisir Jean gagner en assurance et s'ouvrir.

Une fois à la retraite, j'ai proposé à Jean de continuer à intervenir - au lycée Henner donc - mais aussi au lycée Zürcher de Wittelsheim, recrutant essentiellement en ZEP (zone d'éducation prioritaire). Là, nous avons organisé un voyage scolaire à destination de Buchenwald. Pour préparer une cinquantaine d'élèves, avec l'appui indéfectible du proviseur Madame Perrin, Alexandre Dumez, Magalie Sardier, Sylvain Lacoumette, et Carole Beller - respectivement deux professeurs d'histoire, un de philosophie et une documentaliste, nous avons organisé chaque mois des ateliers thématiques : nazisme et médecine, nazisme et industries, nazisme et sports, nazisme et camps, nazisme et Shoah, nazisme et idéologie - philosophie, des interventions dont bien sûr celle de Jean, mais aussi celle de Dominique Durand, également fils de déporté (...) Jean impressionnait nombre d'élèves par son calme, sa passion et son engagement, mais aussi par son optimisme (...) En mai 2024, les élèves découvrirent au cours de ce voyage : Weimar, Buchenwald, Dora, Dresde. Dans cette ville, ils purent échanger avec des lycéens allemands du Romain-Rolland Gymnasium sur le devoir de mémoire, l'enseignement de cette époque (...)

La maladie et la très grande fatigue de Jean se faisaient déjà terriblement sentir chez lui, mais il participa courageusement à toutes les différentes étapes du voyage. Ses engagements valurent à Jean Anesetti d'être nommé - sur ma proposition - au grade de Chevalier dans l'ordre national des Palmes académiques en 2022, juste reconnaissance de son engagement sans faille auprès des jeunes pour honorer la mémoire des martyrs du nazisme et donc celle de son père, mais aussi pour saluer son engagement contre l'obscurantisme, le racisme, l'antisémitisme. »

Association Française Buchenwald, Dora et Kommandos

3 rue de Vincennes, 93100 Montreuil - Téléphone : 01 43 62 62 04

Mail : contact@buchenwald-dora.fr

Site internet : asso-buchenwald-dora.com -

Association déclarée 53/688

Rédacteur en chef : Christophe Rabineau

Directeur de la publication : Jean-Pierre Guérif

Maquette et impression : SIFF 18

Routeur : Pub Adresse. N° de commission paritaire 0226A07729.

Ont participé au groupe de rédaction :

Françoise Basty, Anne Furigo, Jean-Pierre Guérif,
Marie-Joëlle Guilbert, Olivier Lalieu,
Françoise Pont-Bournez, Christophe Rabineau,
Édith Robin, Jean-Luc Ruga, Anne Savigneux,
Agnès Triebel, Vladimir Vasak.

ÉDITORIAL

Nous avons tenu notre place en ce 80^e anniversaire de la libération des camps et de la création de l'AFBDK, mais nous devons nous tourner vers l'avenir, un avenir qui reste à écrire.

J'avais débuté l'écriture de cet éditorial en faisant l'énumération des tragédies et des crises qui ont marqué ce cruel été, une nouvelle fois.

Et je me suis repris. Chacun à la lumière de sa conscience, de ses connaissances et de ses convictions aura dressé sa propre liste, nul besoin d'un éditorial pour saisir l'intensité dramatique de la période que nous traversons. Après 80 ans, *Le Serment de Buchenwald* représente encore et toujours, la boussole et le ciment qui nous guide et nous réunit. C'est finalement cette espérance là que je souhaite transmettre avant tout.

Ce *Serment*, notre administrateur et ami Jean Anesetti le chérissait et il s'en était fait l'ambassadeur dans l'Est de la France auprès des nouvelles générations. Avec passion, il célébrait le parcours de son père Hubert, résistant, déporté à l'âge de 20 ans qui survécut aux camps de Buchenwald, Mittelbau-Dora et Bergen-Belsen. Jean a poursuivi l'œuvre d'Hubert et Joséphine, ses parents, adhérents fidèles et soutiens de l'AFBDK, aujourd'hui disparus. Jean nous a quittés le 20 août dernier. Je salue sa mémoire et son engagement résolu pour la mémoire de la Déportation.

Les exemples de Jean et de beaucoup de nos amis, disparus ou actifs, sont une réponse puissante au découragement ou à la lassitude que l'on peut ressentir parfois, poursuivant le sillon creusé par les rescapés après 1945.

Chacun peut être et doit être un maillon dans la chaîne du souvenir et de la transmission, génération après génération. Il nous faut inventer ce que sera la mémoire de demain et participer, là où nous sommes, à sa construction, à sa préservation et à sa plus large diffusion.

Nous savons déjà que l'oubli n'apporte jamais rien de bon. Que l'histoire nous enseigne les chemins tortueux qui ont mené à Buchenwald, à Dora, à Auschwitz, à Ravensbrück ou à Mauthausen... Ces leçons-là demeurent plus que jamais d'actualité.

Ne cédon rien, soyons des bâtisseurs là où certains préféreraient le chaos, tous ensemble, dans la fidélité et la fraternité.

Avec l'Union des associations de mémoire des camps nazis, avec les organisations du monde de la Déportation avec qui nous sommes engagés, mobilisons-nous !

Faisons plus encore pour que l'Association française Buchenwald, Dora et Kommandos se développe, grâce à vos dons, grâce à votre disponibilité pour donner un peu de temps comme bénévole, autant de gestes si précieux. Nous avons tenu notre place en ce 80^e anniversaire de la libération des camps et de la création de l'AFBDK, mais nous devons nous tourner vers l'avenir, un avenir qui reste à écrire.

Notre prochaine assemblée générale sera l'occasion de nous retrouver et d'échanger sur ces défis. Je compte sur vous.

Olivier Lalieu

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Notre Assemblée générale se tiendra uniquement en présentiel à Montreuil, dans les locaux de l'Association, **le samedi 22 novembre de 9h30 à 13h.**

Repas libre à partir de 13h, selon les envies de chacun.

Merci de nous faire part sans tarder, de votre participation à l'AG, ainsi que votre candidature à l'élection au Conseil d'administration le cas échéant au 01 43 62 62 04 ou par mail à l'adresse contact@buchenwald-dora.fr.

CONCOURS NOTRE HISTOIRE - BERTRAND HERZ – 2024 / 2025

Pour la quatrième année consécutive, le concours *Notre histoire - Unsere Geschichte Bertrand Herz* s'est tenu en Allemagne. Il est à l'initiative de l'Institut français d'Allemagne, de l'ambassade de France en Allemagne et de la Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations, en coopération avec les ministères des *Länder* compétents, Mémoires et lieux de mémoire. Pour la première fois, ce concours a été ouvert à toute l'Allemagne. Le jury : Julien Acquatella de l'ambassade de France, Eva Claude de l'Institut français en Allemagne, Petra Sawadogo responsable des professeurs de français en Thuringe, Franka Gunther, Olivier Herz, Philipp Neuman du Mémorial de Buchenwald, Dominique Orlowski, a examiné plus de vingt dossiers en provenance de huit établissements. Les élèves, tous en apprentissage du français, sont invités à rechercher les traces biographiques de prisonniers de guerre, de STO (Service du travail obligatoire) ou de déportés français ayant été détenus près de chez eux.

- **Le premier prix** a été attribué au *Wilhelm-Diss-Gymnasium* à Pocking en Bavière, pour leur travail sur Antonin Chemarin (STO).

Les membres du jury félicitent vivement les élèves du *Wilhelm-Diss-Gymnasium* pour ce travail particulièrement créatif : musique, vidéo, roman photo, objet en 3D.

Les lauréats seront reçus à l'ambassade de France à Berlin à l'automne 2025 pour présenter leur travail.

- **Le deuxième prix** a été décerné aux élèves du *Missionsgymnasium St. Antonius* de Bad Bentheim en Basse-Saxe, pour leur travail sur le Kommando de Lengerich, du camp de Neuengamme.

Le jury a particulièrement apprécié la qualité du travail de recherche historique et sa forme, écrit dans un très bon français. Le jury tient par ailleurs à féliciter la seconde équipe du lycée qui, sur la base des mêmes recherches, a réalisé une vidéo commentée entièrement en français.

Les jeunes étaient accompagnés dans leur recherche par l'Amicale de Neuengamme et son président Philippe Cosnay. Ils ont effectué une visite guidée de Lengerich avec un chercheur allemand.

- **Le troisième prix** a été décerné aux élèves du *Evangelische Schule* de Berlin-Mitte pour leur travail sur Jules Dupont KLS 59169, déporté à Sachsenhausen en janvier. Sur les quatre travaux présentés, le jury félicite les auteurs du dossier *Instagram* sur Jules Dupont, qui sort nettement du lot. L'originalité de la forme, reposant de façon interactive sur des images générées par intelligence artificielle, accompagnées de légendes explicatives dans un excellent français a été particulièrement appréciée, ainsi que le travail documentaire très poussé.

Franka Günther et Dominique Orlowski



© privé. Lauréats du 1^{er} prix dans leur salle de classe (réception à l'ambassade de France le 24 septembre 2025)

L'édition 2025-2026 est lancée et les inscriptions sont attendues avant le 30 novembre 2025
(https://www.institutfrancais.de/fr/allemande/education/projets-educatifs/concours-notre-histoire-unsere-geschichte-bertrand-herz-1930#acc_10454_3)



DISTINCTION D'HONNEUR DE LA VILLE DE WEIMAR POUR AGNÈS TRIEBEL

Le 23 août 2025, lors d'une cérémonie solennelle, Agnès Triebel a reçu des mains du maire, Peter Kleine, la *Distinction d'honneur de la Ville de Weimar*. Celui-ci a salué « son action inlassable, qui aura permis qu'aujourd'hui les relations entre le CIBD et Weimar sont plus étroites que jamais ». Il a rappelé son rôle important dans l'octroi d'une trentaine de citoyennetés d'honneur à des survivants de Buchenwald et sa capacité à transmettre la mémoire « avec l'esprit autant qu'avec le cœur. C'est là peut-être l'un de vos plus grands mérites ».

Lena Sarah Carlebach, nouvelle présidente du CIBD, a souligné qu'au-delà des décennies d'engagement, Agnès Triebel avait permis au Comité de poursuivre aujourd'hui sa route avec assurance.

Naftali Fürst, très ému, ancien président du CIBD et rescapé de Sered, Birkenau et Buchenwald, l'a remerciée pour son soutien « indéfectible » et son travail dont les mérites « sont difficilement quantifiables ».

Le professeur Volkhard Knigge, ancien directeur de la Fondation des mémoriaux de Buchenwald et Mittelbau-Dora, a rappelé la rareté et la portée symbolique de cette distinction* attribuée à une Française. Il a salué en elle une « bâtisseuse de ponts entre les cultures, les êtres, le passé et le présent, devenue un visage de la mémoire de Buchenwald » qui « n'a pas seulement géré un

héritage, mais a surtout donné vie à cet héritage ». Elle a été en quelque sorte « la petite-fille et la fille d'élection » de nombre d'anciens déportés de Buchenwald. À ce titre, elle a ravivé la mémoire d'hommes, de femmes et d'enfants déportés, initié des expositions et permis d'innombrables rencontres avec des témoins. « Cette distinction n'honore pas seulement l'action d'une personne, c'est un signal qui est donné – contre l'oubli de l'Histoire et pour une Europe où des ennemis héréditaires sont devenus des amis héréditaires ».

Le diplôme d'honneur et une œuvre unique de l'orfèvre Nane Adam – un pavé de mémoire en cuivre, gravé au nom d'Agnès Triebel, associant le monument de Goethe et Schiller à Weimar avec le portail du camp de Buchenwald, symbole d'humanisme et de barbarie, lui ont été remis par le maire.

Dans son discours, Agnès Triebel a évoqué avec émotion 28 années de travail commun avec la Ville et le Mémorial, salué quatre présidences successives du CIBD et exprimé sa confiance en l'avenir du Comité. Face aux menaces contre les démocraties et celles de l'AfD en Allemagne, elle a conclu par ces mots : « Dans ma langue, comme dans la vôtre, le mot responsabilité en cache un autre : celui de réponse. Notre responsabilité pour œuvrer en faveur d'une société courageuse et démocratique – dans laquelle la mémoire n'est pas un poids du passé, mais bien au contraire une boussole pour l'avenir – cette responsabilité d'engagement est la seule réponse à apporter aux défis présents ».

Ainsi s'est achevé l'hommage de Weimar à une militante et amie fidèle de la mémoire de la déportation.

Anna Weichmann
Secrétaire générale du CIBD



© Henry Sowinski, Weimar



© Henry Sowinski, Weimar

* La précédente « Distinction d'honneur de la Ville de Weimar » a été décernée, en 2016, à l'équipe d'architectes chargée des travaux du nouveau musée du Bauhaus.

BUCHENWALD ÉTAIT PARTOUT !

À la mi-septembre, un nouveau portail va être mis en service sur le site internet du Mémorial. Il sera consacré aux quelques 140 sous-camps de Buchenwald.

Un atelier sur le thème *Buchenwald était partout* a eu lieu le 18 septembre 2025 de 9 heures à 17 heures. Au cours de cet atelier, des informations seront données sur les possibilités d'approfondissement des connaissances sur les camps annexes et le Mémorial sera à l'écoute des besoins des participants intéressés par le sujet.

Inscription via le lien suivant : https://lnkd.in/e_diyDiM



Christophe Rabineau

Source : Stift. Gedenkstätten Buchenwald und Mittelbau-Dora

GÜNTER PAPPENHEIM AURAIT EU CENT ANS !



© Pappenheim

Un accordéoniste professionnel entame les premières mesures de la Marseillaise et les invités, parmi lesquels Bertrand Herz et Agnès Triebel, ainsi que tous les autres hôtes présents, se lèvent de leur chaise. Les Français chantent les paroles de leur hymne national sans hésitation. Sur une petite table, un peu en retrait, un vieil accordéon, qui marque quelques traces d'usage, est

exposé. Au premier rang, debout, à côté de Philippe Etienne, l'ambassadeur de France en Allemagne, un vieux monsieur d'une grande dignité : Günter Pappenheim, âgé de 92 ans. Proposé pour recevoir la Légion d'honneur par ses camarades français, Guy Ducoloné, puis après le décès de celui-ci, Floréal Barrier, il est élevé par décret du Président de la République française, François Hollande, au grade de Commandeur de la Légion d'honneur dont il reçoit les insignes, le 27 janvier 2017, à Erfurt. Ainsi, la plus haute distinction de la République française se voyait-elle remise à un antifasciste allemand.

Le fait était d'autant plus remarquable, que lorsque la demande avait été faite d'honorer Günter Pappenheim en Allemagne avec la remise de l'Ordre fédéral du Mérite, celle-ci avait été déboutée en une formule lapidaire : « Ne mérite pas cette décoration ».

L'ambassadeur de France en Allemagne fit un très élogieux panégyrique de Günter Pappenheim, qui en retour, le remercia à travers un mémorable discours, où il évoqua le fameux accordéon.



© Pappenheim 1943

Alors qu'il était encore un tout jeune apprenti, il avait économisé dur sur sa maigre paye pour pouvoir acquérir l'instrument. Devenu entre-temps serrurier, il travaillait à l'atelier d'outillage des « Frères Heller », à Schmalkalden (ndlr : Thuringe). Un jour, un certain 14 juillet 1943, au moment de la pause-déjeuner, il joua la Marseillaise sur son accordéon.

C'était, pour les prisonniers de guerre français astreints au travail obligatoire dans cette usine, un jour particulier, celui de leur fête nationale commémorant la prise de la Bastille et la victoire de la Révolution française de 1789. Ils se mirent à chanter de plus en plus fort, et Günter à les accompagner de façon de plus en plus enjouée. Mais il fut dénoncé par un collègue allemand nazi, arrêté par la Gestapo, et conduit à Suhl (ndlr : Thuringe), où il fut soumis à des interrogatoires musclés. La police secrète d'État espérait remonter le filon d'un réseau de résistance clandestin qu'elle soupçonnait exister au sein de l'usine. L'enquête ne donna rien, Günter fut placé sous détention provisoire à Römhild (ndlr : Thuringe) dans un camp de rééducation par le travail *Am Gleichberg*, puis au camp de Buchenwald, le 15 octobre 1943, au motif de s'être

rendu coupable « d'attitude hostile envers l'État ». Il reçut un triangle rouge, le matricule 22514, et fut envoyé au Petit camp. Il ne tarda pas à être repéré et reconnu par des détenus, membres de l'organisation de résistance intérieure clandestine, comme étant le fils de leur célèbre camarade social-démocrate, Ludwig Pappenheim, qui avait été sauvagement assassiné au camp de concentration de Börgermoor (ndlr : Basse-Saxe), en janvier 1934.

À compter de ce moment, il éprouva ce que fut la solidarité et ne se sentit plus abandonné de tous. Lorsqu'il s'avéra possible de le soustraire à des Kommandos de travail particulièrement difficiles et de le rattacher à l'usine de production de carabines de la Gustloff-Werk II, il fut alors intégré dans des opérations de sabotage. Pour des questions de sécurité, il fut placé au Kommando *Gerätekammer*. Le 11 avril 1945, il entendit que des détenus en armes se rapprochaient du portail, puis la voix du *Premier doyen du camp*, Hans Eiden, dire à travers les haut-parleurs : « Camarades, nous sommes libres !... » Le 19 avril 1945, Günter fut parmi ceux des survivants qui, sur l'ancienne place du camp, rendirent hommage aux morts et prononcèrent le Serment de Buchenwald, dont il dira plus tard qu'il fut la véritable boussole de toute sa vie.

Puis ce fut le retour à Schmalkalden et le début de la reconstruction. Bientôt appelé à exercer des responsabilités au sein du Parti socialiste unifié⁽¹⁾ (SED), créé en 1946, il termina ses études supérieures d'économie, exerça diverses responsabilités tant au niveau de l'État que du Parti, et fut l'objet de nombreuses distinctions, du temps de la RDA. En 1990, il prit sa retraite et consacra toute son énergie à l'association *Lagergemeinschaft Buchenwald-Dora e.V* (LAG). Il s'éleva avec une énergie jamais démentie contre toute attaque portée à l'héritage antifasciste et contre les positions révisionnistes de l'Histoire. Premier vice-président du Comité international Buchenwald Dora (CIBD), président de la LAG, membre de la présidence d'honneur de la Fédération Internationale de la Résistance (F.I.R.), il fut décoré de l'Ordre du mérite de l'État libre de Thuringe et obtint la citoyenneté d'honneur de la ville de Weimar.

Lors d'un congrès de l'AFBDK en France, il remit à ses camarades français avec lesquels il entretenait des relations tout particulièrement chaleureuses, son précieux accordéon.

Des années plus tard, lorsqu'il fut élevé au grade de Commandeur de la Légion d'honneur, ses camarades français tinrent à le lui rendre, insistant pour que l'instrument fût intégré aux objets de la nouvelle exposition historique permanente du Mémorial

de Buchenwald. Le visiteur peut découvrir l'instrument et son histoire.

Günther Pappenheim est né le 3 août 1925, il y a cent ans. Nous n'oublions ni son histoire, ni son courage.

Gerhard Hoffmann

Traduction Agnès Triebel



© Pappenheim 2020

(1) Le Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED) en RDA, d'obédience communiste.



UNION DES ASSOCIATIONS DE MÉMOIRE DES CAMPS NAZIS PROJETS 2025 - 2026

Les associations et amicales membres de l'UAMCN se sont réunies le 22 mai et 18 juin 2025 selon les modalités maintenant habituelles, combinant le présentiel et le distanciel, offrant à tous, l'opportunité de participer et d'apporter leur pierre à l'édifice, permettant à celles et ceux qui le peuvent et qui le souhaitent, de maintenir le contact humain qui leur est indispensable. Les prochaines échéances sont statutaires par la tenue de **l'assemblée générale**, traditionnelles par

la participation aux **Rendez-vous de l'Histoire de Blois** et au ravivage de la **Flamme sous l'Arc de Triomphe** et ambitieuses autour de plusieurs projets en cours d'élaboration : une **rencontre avec Johann Chapoutot**, sous réserve de sa disponibilité (non confirmée aujourd'hui) et une **table ronde sur les relations avec l'Éducation nationale à la BNF**.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'Assemblée générale statutaire de l'UAMCN réunira les représentants des Associations et Amicales qui en sont membres le **29 novembre**, à la mairie du XX^e arrondissement de Paris.

Cette assemblée générale sera précédée d'une cérémonie aux monuments commémoratifs de chaque camp du cimetière du Père Lachaise. Rendez-vous est donné à 11 heures, à l'entrée du cimetière du Père Lachaise, située rue des Rondeaux.

Ces cérémonies sont ouvertes à tous les membres des Associations et Amicales.



RAVIVAGE

C'est maintenant une date inscrite au calendrier des cérémonies, l'UAMCN ravivera la Flamme sous l'Arc de Triomphe, le **21 novembre 2025** à 18h30. Rendez-vous est donné à 17h30 à celles et ceux qui souhaiteraient y participer.



28^e RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE BLOIS DU 8 AU 12 OCTOBRE 2025

Comme chaque année, l'UAMCN tiendra un stand aux Rendez-vous de l'Histoire de Blois, lieu privilégié de partage avec les associations pour un large public. Les Amicales et Associations de l'UAMCN seront présentes et proposeront notamment leurs publications.

Le programme est consultable à l'adresse suivante : <https://rdv-histoire.com/programmes-pdf>



LES RELATIONS AVEC L'ÉDUCATION NATIONALE TABLE RONDE À LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE

La transmission de la Mémoire de la Déportation est une mission que toutes les Amicales et Associations de l'UAMCN ont inscrit comme objet dans leurs statuts. Intervenir auprès des scolaires est comme une évidence. Aujourd'hui, la génération des témoins ne peut plus assumer cette tâche. Le rôle des associations dans ce cadre mérite une réflexion qu'il faut partager avec l'Éducation nationale.

Ce projet envisage trois volets : l'espace scolaire avec la place de la Déportation dans les programmes de l'Éducation nationale ainsi que le CNRD et son évolution, les sorties scolaires pour visiter les sites concentrationnaires et les projets pédagogiques à l'échelle européenne qui ont souvent un caractère pluridisciplinaire.

Christophe Rabineau

HISTOIRE ET TÉMOIGNAGE

ÉVACUATION DE FRANÇOIS GUÉRIF

LA LIBÉRATION : VERS UNE LIBERTÉ CHÈREMENT ACQUISE (3/3)

François :

« ...A cet hôpital (hôpital de Freising, voir Le Serment n°396), personne ne s'occupait de nous. Nous devions nous nourrir de colis "Croix Rouge". C'était condamner mon camarade Belge.

Pour lui, j'eus le courage de me rendre à la cuisine avec de la farine et du lait en poudre provenant des colis. Une vieille sœur allemande, qui dirigeait la cuisine, me refusa son matériel, mais une jeune sœur, les larmes aux yeux, me tendit une casserole et, pendant plusieurs jours, je pus nous nourrir tous deux d'une nourriture légère.

Je suis persuadé qu'une très grosse partie de nos camarades est morte en mangeant le produit de boîtes de conserve et le chocolat qui était si tentant, après tant de privations. J'ai appris ensuite que mon ami belge avait été intransportable jusqu'au 15 octobre.

Il y avait quelques jours que nous étions à cet hôpital, lorsqu'un médecin belge vint nous demander si parmi nous il y en avait quelques-uns pouvant marcher pour être dirigés sur un camp de transit.

Je fus de ceux-là et nous nous retrouvâmes à cinq, "crevés", ne se connaissant pas, dans la cour de l'hôpital, où l'on nous indiqua que nous devions partir à pied, jusqu'à la caserne des chars, se trouvant à environ deux kilomètres. Nous en étions incapables.

Heureusement, passa près de nous une camionnette conduite par un prisonnier français qui voulut bien nous y conduire.

Nous pensions être sauvés en arrivant à ce camp, mais, pour notre malheur, «Vichy» régnait encore.

Le commandant de cette caserne était une femme : "le lieutenant Simonin". Je me présentai à elle, au nom de mes camarades et lui exposai notre situation. Sans un mot, elle me fit remettre un colis Croix Rouge, encore un, et me désigna une baraque.

Cette baraque n'avait plus ni porte, ni fenêtre, d'autres avant nous en avait fait du feu. Rien pour se coucher, même pas de la paille.

Je retournai voir le "lieutenant Simonin", lui demandant au moins des couvertures. Elle me fit chasser du bureau.

Nous avions découvert une cuvette de toilette en métal et, avec les produits de notre colis, en brisant un peu plus la baraque pour faire du feu, nous pouvions manger un brouet chaud.

Un matin, plusieurs camions découverts de l'armée américaine entrèrent dans le camp. Tous les prisonniers de guerre et les travailleurs libres, qui étaient des hommes valides, montèrent rapidement dans ces camions et, nous étions là, une vingtaine de loques humaines, à regarder, incapables de nous hisser, lorsque le commandant de ce convoi, qui par bonheur était un Canadien, demanda en français si parmi nous il y avait des déportés. Nous nous avançâmes vers lui, et il fit descendre tout le monde des camions.

Il donna l'ordre à « la lieutenant vichyssoise » de placer des bancs dans les camions, ce que d'abord elle refusa, et nous fit hisser à bord.

Ces camions nous emmenèrent dans une caserne de Nuremberg. Au cours du parcours, fréquemment, l'autoroute était coupée par les bombes et les camions devaient passer dans des fondrières, ce qui nous arrachait des cris de douleur. Nous avions tous le ventre "pourri".

Nous arrivâmes dans une caserne en parfait état, et un sous-lieutenant français nous désigna un bâtiment de plusieurs étages et nous dit d'occuper le dernier étage où il n'y avait que de la paille sale, alors qu'à tous les autres étages nous avions vu des salles propres, inoccupées, avec de bons lits dont nous rêvions depuis longtemps.

Mon esprit combatif n'était pas totalement brisé. Je proposai à mes camarades d'aller trouver le commandant de cette caserne et de le prier de nous donner des lits. Ce dernier, toujours le sous-lieutenant, me mit à la porte de son bureau sans autres explications.

Je revins vers mes camarades et leur proposai de revenir tous avec moi au bureau de cet officier français, très probablement "collaborateur". J'entrai seul dans son bureau, sans frapper. Il m'enjoignit de sortir, en hurlant comme les sadiques SS. Je lui répondis : Regarde par la fenêtre, je ne réponds pas des gars. Nous allons certainement te casser la gueule

et prendre ta place si tu ne nous donnes pas satisfaction.

Il sortit avec moi, promit tout ce que l'on voulait, et fit une distribution de cigarettes et de chocolat.

Quelques temps après, nous fûmes réunis et ce même sous-lieutenant, indigne de porter des galons français, nous dit que nous allions faire une petite marche pour nous rendre à la gare, où un train "confortable" nous attendait pour nous emmener en France.

Je ne le crus pas, et avec un jeune camarade, nous emportâmes un petit matelas (les lits Allemands sont composés de trois matelas).

La surprise fut générale. Nous avions à notre disposition des wagons de marchandises ne contenant ni sièges, ni paille. A tour de rôle, mon jeune camarade et moi nous pouvions au moins reposer nos reins sur ce petit matelas de 65 cm.

Le train se mit en route à environ 5 kilomètres à l'heure. Les mécaniciens allemands crevaient les chaudières des machines. Il fallut remplacer ces mécaniciens par des soldats.

En cours de route, nous échangeions avec des paysans nos boîtes de conserve contre du pain, des fruits, et de l'eau.

Enfin, nous arrivâmes à Lunéville, très déprimés, mais nous fûmes, pour la première fois depuis notre départ de Buchenwald, réconfortés par un officier supérieur français qui nous dit : Je demande à mes amis, les déportés des camps de concentration de me suivre et, je préviens ceux qui se glisseraient parmi eux que je prendrais des sanctions sévères contre eux.

D'un groupe d'une centaine, nous ne fûmes plus qu'une quarantaine devant lui. Il nous dit : Je n'ai pas été déporté, mais j'ai beaucoup souffert de la guerre. Je me considère comme l'un des vôtres. Entrez dans le magasin, et prenez tout ce qui vous fera plaisir...

fin du récit de François Guérif

Après un mois soigné dans cet hôpital, François est rapatrié en France et arrive vers le 20 juin 1945 chez sa mère, ma grand mère. Elle avait gardé plusieurs de mes frères et sœurs, après l'arrestation de mes parents.

François et Raymonde ont participé, en couple, à la Résistance et ont été pour cela déportés.

Aussi je dois évoquer le parcours de ma mère.

Après trois mois passés à Ravensbrück (KLR 27167) elle repart vers un Kommando, situé dans les Sudètes, Zwodau. Une usine textile tchèque était en cours de transformation en usine d'armement. Au départ elle travaillait à l'installation du petit camp devant accueillir les déportées travaillant dans cette usine. Quand celle-ci fut terminée, d'autres déportées de Ravensbrück arrivèrent. Elles étaient 900 femmes. A ce moment Raymonde fut affectée à un poste de nettoyage de pièces métalliques dans un bain acide, mais avec très peu de protection. Sa santé se dégrada assez rapidement. Comme dans la plupart des camps l'arrivée des Marches de la mort, entraîna une surpopulation terrible. Ces nouvelles venues étaient en particulier des femmes juives hongroises qui arrivaient dans des wagons fermés. Leur état était affreux ; d'ailleurs il y avait une équipe de déportées, appelée le Kommando du cimetière qui venait chercher ces femmes à la gare, prenaient les cadavres dans les wagons, les transportaient dans une charrette et les mettaient dans une fosse commune.

Le 16 avril 1945, notre mère partit dans une colonne constituée d'une cinquantaine de déportées de l'usine et d'un millier de ces déportées hongroises. Partis à pied, notre mère fut aidée par des compagnes plus jeunes. Quelques jours après elle monta dans une charrette qui suit la colonne. Ses compagnes perdent sa trace... Raymonde repose vraisemblablement dans une fosse commune, quelque part en Tchécoslovaquie, sans doute avec des déportées juives hongroises.

Cette Marche, comme beaucoup d'autres, n'est pas connue. Après recherche, j'ai pu reconstituer son tracé grâce à une camarade de Raymonde qui, sur un petit bout de papier, notait chaque village. Les derniers SS se dispersèrent le 7 mai près de Prague ! Les survivantes furent libres.

Jean-Pierre GUÉRIF

BON ANNIVERSAIRE !

Jean MAURICE KLB 43932 - 101 ans le 23 juillet 2025



© Famille Maurice

Né le 23 juillet 1924 à Folembay dans le département de l'Aisne, il est carrier, domicilié à Luché-Pringé (72). Le 1^{er} juin 1943, il rejoint la Résistance au sein du réseau Adolphe-Buckmaster en qualité d'agent de liaison et participe à la réception de parachutages d'armes. Il est arrêté le 25 novembre 1943 par la Sipo-SD (Police de sécurité allemande) d'Angers, incarcéré dans la prison de la ville, puis le 20 janvier 1944, interné au camp de Royallieu à Compiègne (60), matricule 24405. Déporté le 27 janvier à Buchenwald qu'il atteint le 29, il reçoit le matricule 43932. Il effectue sa période de quarantaine au Block 61 du Petit camp, puis intègre le Block 33 au Grand camp. Le 14 novembre il est transféré au camp de Mittellbau-Dora. Le complexe de Mitellbau-Dora est évacué les 4 et 5 avril 1945. Il est incorporé le 5 dans une colonne d'évacuation en direction de camp de Ravensbrück qu'il atteint le 14, il reçoit un nouveau matricule : le 15030. Le 24 avril, nouvelle évacuation, en direction de la mer Baltique. Il est libéré le 5 mai à Malchow par les troupes soviétiques.

Jean-Luc Ruga

GESTES DE MÉMOIRE À ELLRICH-JULIUSHÜTTE

Les premières marques individuelles de commémoration pour des déportés français ont été placées au pied du monument sur la place d'appel du Kommando d'Ellrich-Juliushütte.

Jacques Boudrie KLB 43211 est né le 29 août 1921 à Paris. Il travaille comme hôtelier, rejoint les MUR (les Mouvements unis de la Résistance) en qualité d'agent de liaison à l'AS-Corrèze (Armée secrète en Corrèze) en 1943/44.

Le 9 janvier 1944, il est arrêté par la Gestapo, incarcéré à la prison de Limoges, puis interné au camp de Royallieu à Compiègne, avant d'être déporté à Buchenwald le 22 janvier. Le 13 mars, il est affecté au Kommando d'Ellrich-Juliushütte. Il y décède le 24 janvier 1945.

François Château KLB 49750 né le 7 octobre 1904 à Saint-Barbant, Haute-Vienne, marié, il avait deux enfants. À partir de novembre 1942, il est membre du FN(1). Arrêté par la Gestapo le 4 mars 1944, incarcéré à la prison d'Auxerre, il est interné le 6 avril au camp de Royallieu à Compiègne, avant d'être déporté à Buchenwald le 12 mai. Le 6 juin, il est affecté au Kommando d'Ellrich-Théâtre siège de la SS-Baubrigade IV, puis le 20 juillet au Kommando de Günzerode, un chantier de la Baubrigade, chargé de la réalisation d'une ligne de chemin de fer reliant Kassel à Nordhausen. Le 23 mars 1945, il est rapatrié à Ellrich-Théâtre. Le 6 avril, c'est l'évacuation du Kommando en direction de Gardelegen. C'est là que sa trace se perd.

Il a été officiellement déclaré mort le 6 avril 1945 au Kommando d'Ellrich-Théâtre. Sa petite-fille Nathalie a donné le prénom François à son fils, en souvenir de son grand-père !

Georges Malpart KLB 77647 est né le 22 juillet 1929 à Paris. Un mois après le débarquement allié en Normandie, le 14 juillet 1944 est marqué par un déferlement patriotique, encouragé par la radio de Londres et les organisations de Résistance. Ce jour-là, un cortège célèbre la fête nationale allant de Vitry-sur-Seine (94) à la statue de Rouget-de-Lisle à Choisy-le-Roi (94). Il est dispersé par la Feldgendarmérie qui tire sur la foule et procède à de nombreuses arrestations. Georges en fait partie. Il est incarcéré à la prison de Fresnes (94), déporté le 15 août depuis le quai aux bestiaux de la gare de Pantin (93) à Buchenwald. Il est transféré le 3 septembre au Kommando de Dora, puis le 7 septembre au Kommando d'Ellrich-Juliushütte. Il y décède le 6 janvier 1945.



© Stift. Gedenkstätten Buchenwald und Mittelbau-Dora



© Stift. Gedenkstätten Buchenwald und Mittelbau-Dora



© Stift. Gedenkstätten Buchenwald und Mittelbau-Dora

Christophe Rabineau

(1) Front national de lutte pour la libération et l'indépendance de la France

Source LinkedIn, article du 10 juillet 2025 et photos de Jens Bönisch

LES DEUX KOMMANDOS D'ELLRICH

ELLRICH BÜRGERGARTEN

La ville d'Ellrich est située dans le Land de Thuringe, à la lisière sud du massif du Harz, à dix-sept kilomètres de Nordhausen et à cent-neuf kilomètres de Buchenwald. Deux Kommandos extérieurs dépendant du camp de Buchenwald sont créés dans cette commune en 1944, ils seront rattachés administrativement en novembre 1944 au camp de Mittelbau-Dora. Ils portent le nom d'Ellrich Bürgergarten et d'Ellrich Juliushütte.



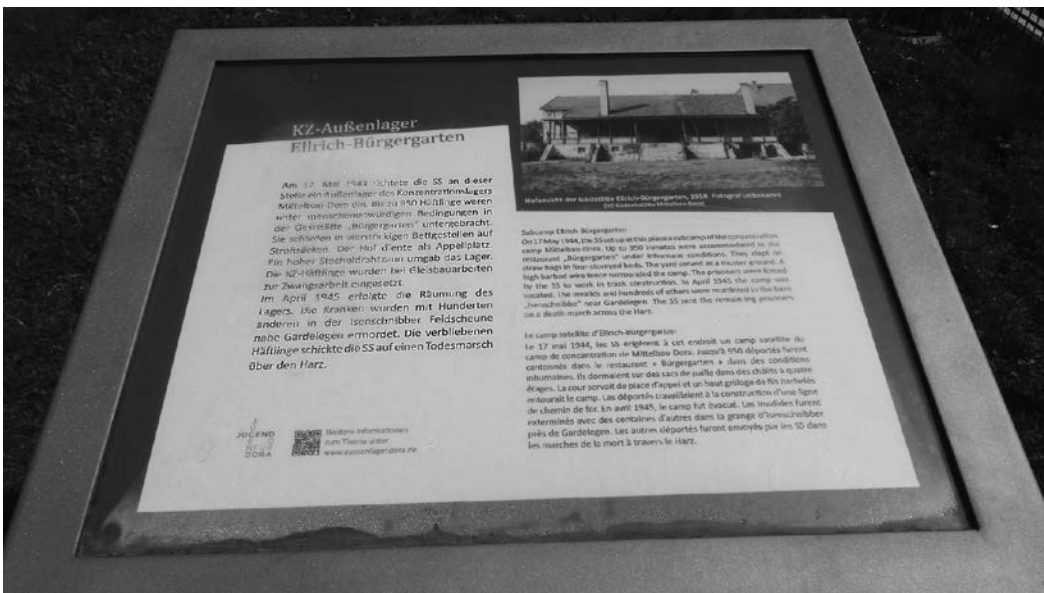
© Jean-Luc Ruga

Nommé également Ellrich-Théâtre et Erich II, il est créé en 1944 pour accueillir la *SS-Baubrigade IV* qui était précédemment installée à Wuppertal. La *SS-Baubrigade IV* commence à travailler, à Ellrich, avec 529 déportés; le 17 mai 1944, 300 hommes supplémentaires, pour la plupart des Français, sont transférés, le 6 juin, de Buchenwald à la brigade de construction qui compte, le 28 octobre 1944, 826 hommes. Le camp atteint son effectif maximum de 1240 déportés, le 15 janvier 1945. Les chambres d'une ancienne auberge (*Bürgergarten*), autrefois un restaurant réputé, servent de pièces d'habitation à un petit nombre de détenus. L'administration et la cuisine se trouvent au camp d'Ellrich-Juliushütte; le groupe le plus important de déportés vit au Kommando de Günzerode, une bergerie située à sept kilomètres d'Ellrich, d'où il est conduit, chaque jour, sur le chantier de la *Helmetalbahn*. Ce dernier qui dépend de

la *SS-Baubrigade IV*, est chargé de la création d'une ligne de chemin de fer reliant Kassel à Nordhausen. Il n'est pas possible de vérifier la mortalité à Ellrich-Théâtre : trois déportés sont morts avant que Mittelbau-Dora n'en prenne officiellement le contrôle en novembre 1944. Il n'existe aucun document fiable après cette date. Le dernier commandant de la *SS-Baubrigade IV*, le *SS-Untersturmführer* Erich Scholtz retarde l'évacuation le plus longtemps possible puisque la *SS-Baubrigade IV* est le dernier des Kommandos de Mittelbau-Dora à quitter son campement. Après que les détenus restants du Kommando de Günzerode eurent marché vers Ellrich, environ 1000 déportés et leurs gardes s'ébranlent le 10 avril 1945. Selon le commandant et les survivants, personne n'est tué au cours de cette marche de quatre jours à travers le Harz. La *SS-Baubrigade IV* et ses effectifs réduits par les évasions, atteignent Güntersberge, le 14 avril

1945. Là, le commandant délivre à tous les déportés qui le demandent, avec un formulaire de « Sortie de détention préventive » et renvoie également officiellement les gardes SS. La *SS-Baubrigade IV* est ainsi dissoute. La plupart des détenus s'enfuient tandis que Scholz, une poignée de SS et quelques 20 déportés se rendent le lendemain aux Américains.

Au cours de cette Marche de la mort, une cinquantaine de déportés sont morts d'épuisement.



Pupitre mémoriel © Jean-Luc Ruga

LES DEUX KOMMANDOS D'ELLRICH

ELLRICH-JULIUSHÜTTE

Appelé également Ellrich-Gare, Erich I et Mittelbau II, il est créé le 1^{er} mai 1944 et devient rapidement le plus grand Kommando de Mittelbau-Dora, et le plus tristement célèbre. Les 300 premiers déportés sont transférés du Kommando d'Harzungen. Le nombre des détenus d'Ellrich ne cesse d'augmenter rapidement. De 724 le 9 mai, après le rapatriement du Kommando de Bischofferode, il passe à 1696 à la fin du mois de mai, puis à 4104 fin juillet, à 6187 fin août et à 8189 à la fin septembre. Au cours des derniers mois de 1944, il s'est stabilisé à environ 8000. La population de ce Kommando est sur le plan social (âges, professions, nationalités...), semblable à celle du camp de Mittelbau-Dora. Les déportés sont chargés de la construction et du creusement de tunnels : le B3 à Bischofferode, le B11 à Niedersachswerfen, le B12 à Woffleben et d'autres sites.



© Christophe Rabineau



© Christophe Rabineau

Les mauvaises conditions sanitaires sont exacerbées par le travail en plein air, mais aussi par les heures de travail incroyablement longues, ainsi que les temps de trajet en train et à pied et les appels qui doivent avoir lieu avant et après chaque activité. Un horaire type de l'été et de l'automne 1944 est le réveil à 3h30, un quart d'ersatz de café sans sucre et froid est distribué puis l'appel nominal, la marche vers la gare à 5h10 et le travail de 6h00 à 19h00, entrecoupé d'une pause d'une heure. Avec de la chance, le train arrive à l'heure pour ramener les déportés épuisés à Ellrich, suivi d'un autre appel et d'une soupe aqueuse qui passe pour être le dîner. Tout ce qu'il reste est environ cinq heures pour dormir, en supposant qu'il n'y ait pas de longs retards avec le transport ferroviaire et les appels. Au début d'Ellrich, les détenus sont logés dans de vieux bâtiments d'une fabrique de plâtre abandonnée. Mais ces installations sont en si mauvais état qu'elles doivent être réparées pendant quelques semaines en avril. Ainsi, quand les 300 premiers déportés arrivent le 1^{er} mai 1944, en provenance du Kommando d'Harzungen, il n'y a même pas de toit sur certains des Blocks de l'usine abandonnée, et les toilettes sont désastreusement insuffisantes. Le premier bâtiment est partagé en trois Blocks ayant chacun leur entrée. Le *Revier* est dans le Block 1. Il n'y a pas de salle d'eau et une fosse sert de latrines. Le Block 4 est dans un autre bâtiment de 70 m de long et 18 m de large. Puis on construit d'autres baraques, une cuisine, un *Revier* et des Blocks équipés de sanitaires. En mars 1945 un crématoire est installé sur la colline.

Le 29 janvier 1945, le quart des 6571 détenus d'Ellrich, est incapable de fournir la moindre activité.

Alors que les transports en provenance des camps de l'Est arrivent avec leurs déportés complètement épuisés, juifs pour la plupart, la surpopulation et la maladie empirent. La mortalité en mars atteint un niveau considérable. Cet effroyable bilan ne tient pas compte des 1602 personnes trop affaiblies évacuées en train vers la Boelcke-Kaserne à Nordhausen. Une grande partie d'entre elles repart le 6 mars en direction de Bergen Belsen. Il n'y aura aucun survivant.

Plusieurs convois ferroviaires regroupant différents Kommandos de la Mittelbau, assurent l'évacuation du camp. L'un prend la direction le 4 avril de Bergen-Belsen et atteint, cinq jours plus tard, la gare de Celle. Les vingt kilomètres restant se font à pied et de nombreux déportés incapables de marcher, sont abattus d'une balle dans la nuque.

Malgré un faux départ, un autre convoi quitte le camp le 5 avril. Après dix jours d'errance, il arrive, le 14 avril au KL Ravensbrück. Enfin, à la suite d'un interminable voyage de 11 jours et 12 nuits, une autre colonne atteint le KL Sachsenhausen.

Le camp est vide lorsque la 104^e Division d'infanterie américaine occupe la ville le 12 avril.

Jean-Luc Ruga

NOUS Y ÉTIIONS

JOURNÉE NATIONALE À LA MÉMOIRE DES VICTIMES DES CRIMES RACISTES ET ANTISÉMITES DE L'ÉTAT FRANÇAIS ET D'HOMMAGE AUX « JUSTES » DE FRANCE.

Dimanche 20 juillet 2025, sous la présidence de Patricia Miralles, ministre déléguée auprès du ministre des Armées, chargée de la Mémoire et des anciens combattants, s'est déroulée la cérémonie nationale commémorant la rafle du Vél d'Hiv, au square de la place des Martyrs Juifs du Vélodrome d'Hiver, quai de Grenelle - Paris XV^e.

La cérémonie a débuté par des dépôts de gerbes devant le Jardin mémorial des enfants du Vél d'Hiv honorant les 4000 enfants et adolescents déportés, bien souvent sans leurs parents, et dont seuls six sont revenus. Une première gerbe a été déposée par Laurence Patrice, adjointe à la mairie de Paris en charge de la mémoire et du monde combattant et Philippe Goujon, maire du XV^e arrondissement de Paris et une deuxième gerbe par Patricia Mirallès, avant que ne retentisse la sonnerie aux Morts.

Pierre-François Veil, président de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, a ouvert la cérémonie, rappelant l'importance de la portée

politique du discours du président Jacques Chirac le 16 juillet 1995. Serge Klarsfeld, président de l'association des Fils et Filles des déportés juifs de France a ensuite pris la parole, rappelant le rôle du régime de Vichy dans la collaboration.

Arlette Testyler, survivante de la rafle du Vél d'Hiv et présidente de l'Union des Déportés d'Auschwitz a ensuite livré un témoignage empli d'émotions. Pour clôturer la cérémonie, le Grand Rabbin Olivier Kaufmann a récité les prières « au nom du grand rabbinat de France et au nom du Consistoire central israélite de France ».

Puis la sonnerie aux Morts a retenti, suivie d'une minute de silence puis de la Marseillaise.

Jean-Luc Ruga

SAÂCY-SUR-MARNE

Sous le patronage de la maire de Saâcy-sur-Marne, Katy Veyssset et de Joëlle Canini maire de Luzancy secondées par les maires des communes de Citty, Méry-sur-Marne et Nanteuil-sur-Marne s'est déroulée le samedi 16 août, devant le Mémorial du dernier convoi de déportation de Seine-et-Marne, la cérémonie en souvenir du convoi du 15 août 1944 parti du quai aux bestiaux de la gare de Pantin. En présence de Marianne Margate sénatrice de Seine-et-Marne, de Geoffrey Carvalhinho conseiller régional représentant Valérie Pécresse présidente de la région Île-de-France, de dix-sept associations d'anciens combattants et associations mémorielles représentées par leur porte-drapeau dont

celui de la nôtre. Une nombreuse assistance, composée d'adultes mais aussi d'enfants, a honoré la mémoire des 2200 déportés. 893 ne sont pas revenus. Après la sonnerie aux morts, suivi de la minute de silence, de la Marseillaise et du Chant des marais un dépôt de gerbes a eu lieu devant le wagon.

Jean-Luc Ruga

PANTIN LE 7 SEPTEMBRE 2025

CÉRÉMONIES DU SOUVENIR AU QUAI AUX BESTIAUX DE LA GARE DE PANTIN, À LA GARE DE PANTIN ET EN MAIRIE

Invitée par la mairie de Pantin à participer aux cérémonies du Souvenir visant à rendre hommage à tous les déportés, femmes et hommes, partis du quai aux bestiaux de la gare de Pantin entre le 18 avril 1944 et le 15 août 1944, notre Association a eu à cœur de répondre positivement en étant représentée par une délégation composée de Danielle Guilbaud-Manyri, Christiane Maurech, Anne Savigneux et Jean-Claude Gourdin. Tout les quatre ont pu relever avec satisfaction la parfaite organisation de cette matinée mémorielle du 7 septembre 2025 qui les a menés successivement sur le site du quai aux bestiaux pour un fleurissement et une prise de parole accompagnée d'un hommage musical, en présence de nombreux porte-drapeaux dont le nôtre, puis devant la gare de Pantin pour un dépôt de fleurs au pied de la plaque rappelant ces funestes départs pour les camps de la mort et enfin dans la cour de la mairie où Bertrand Kern rappela avec émotion et chaleur les circonstances des déportations et la nécessité de maintenir leur mémoire afin d'éclairer le présent et d'inciter nos contemporains à se préserver des idéologies qui ont pu engendrer de tels forfaits et de tels crimes

Au terme de ces trois manifestations qui ont réuni, sans doute plus d'une centaine de personnes dont de nombreux élus, une quinzaine de porte-drapeau et une fanfare, un pot de l'amitié a été offert en mairie. Il facilita les échanges et offrit l'opportunité à Jean-Claude Gourdin de répondre à de nombreuses questions sur l'activité de notre Association, sur le camp de concentration de Buchenwald et la déportation ainsi que sur l'itinéraire de son père, Georges Gourdin KLB 78064, au sein de la Résistance et après son arrestation le 8 mai 1944, jusqu'à sa mort le 22 janvier 1945 à Ellrich-Juliushütte.

De notre participation à cette magnifique et émouvante demi-journée, nous retiendrons aussi la décision adoptée par la mairie de Pantin, tendant à regrouper sous une même date les cérémonies du Souvenir de la Déportation. Elles étaient jusqu'alors célébrées de façon distincte. Cette décision est opportune et permet encore, malgré la distance temporelle et le relatif manque

d'intérêt qu'y portent nos contemporains, de rassembler un public suffisamment nombreux, pour témoigner de ces événements douloureux marquant toujours l'histoire de notre pays et la conscience universelle.

Notre délégation et au travers elle notre Association ne peut que marquer sa complète reconnaissance et son entière gratitude à l'égard de la mairie de Pantin et de son premier magistrat pour l'invitation qui nous fut faite et pour l'accueil qui nous fut réservé. A notre sens, tout ceci mérite d'être prolongé et en tout cas, pour ce qui nous concerne nous en formons le souhait.

Jean-Claude Gourdin

Parmi les personnalités présentes :

- Bertrand Kern, maire de Pantin
- Charline Nicolas, adjointe chargée des Cultures, des Mémoires, des Patrimoines
- Bastien Lachaud, député de la circonscription de Pantin
- Geoffrey Carvalhinho-Isento, conseiller régional d'Île-de-France, représentant Valérie Pécresse, présidente du conseil régional d'Île-de-France
- Sabine Pesier, présidente des Amis du Musée de la Résistance Nationale de Seine-Saint-Denis
- Pierre Gernez, secrétaire des Amis du Musée de la Résistance Nationale de Seine-Saint-Denis

© Jean-Luc Ruga



© Christiane Maurech



© Christiane Maurech

LE CAMP DE NOÉ, ANTICHAMBRE DES CAMPS D'EXTERMINATION ET DE CONCENTRATION D'AUSCHWITZ ET DE BUCHENWALD

Au gré de mes pérégrinations dans le département de Haute-Garonne mais aussi en souvenir de l'un de nos anciens adhérents, Roger Mélot déporté au Camp de sûreté de Vorbruck-Schirmeck de décembre 1943 à mars 1944. J'ai été amené dernièrement à me rendre à Noé, localité rurale située près de Muret et distante d'une quarantaine de kilomètres de Toulouse. La Haute-Garonne et les départements qui l'entourent ont compté dès 1938 l'ouverture de nombreuses structures destinées à regrouper les *étrangers* ayant cherché asile sur notre sol mais cependant jugés *indésirables* par les autorités gouvernementales de l'époque.

Ainsi, dès novembre 1938 un décret-loi fait obligation aux préfets de procéder à l'internement, au contrôle et à la surveillance des étrangers réfugiés en France, notamment à la suite de l'arrivée au pouvoir des nationaux-socialistes en Allemagne, de l'annexion de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie puis de l'invasion de la Pologne, mais aussi de la présence de gouvernements fascistes en Italie, en Espagne, au Portugal, en Hongrie. Les opposants politiques à ces gouvernements autoritaires et répressifs, dont nombre d'intellectuels de toutes disciplines, des syndicalistes, des antifascistes, des combattants de la République espagnole et beaucoup de membres des communautés juives d'Allemagne, d'Autriche et de Tchécoslovaquie et plus globalement d'Europe vont estimer nécessaire de s'exiler, au moins temporairement dans notre pays, réputé être la patrie des Droits de l'homme et du citoyen et disposant d'une armée suffisamment puissante pour assurer leur protection. Face à l'afflux de ces réfugiés de toutes origines, conditions sociales et confessions, désireux d'obtenir l'assistance de notre pays car opprimés et pourchassés chez eux, les autorités politiques et gouvernementales françaises vont décider d'ouvrir des *centres d'accueil* qui au fil du temps et au gré des événements, deviendront des antichambres des camps de concentration et lieux d'extermination.

Il en sera ainsi, du camp du Vernet en Ariège, de celui de Gurs dans les Pyrénées-Atlantiques et également de ceux d'Agde dans l'Hérault, de Bram dans l'Aude, de Saliers à la limite du Gard et des Bouches-du-Rhône, de Rivesaltes et d'Argelès dans les Pyrénées-Orientales, de Saint-Sulpice-la-Pointe et de Brens dans le Tarn et bien d'autres encore dont évidemment le camp des Milles à côté d'Aix-en-Provence. La Haute-Garonne pour ce qui la concerne aura les siens avec le Camp de Noé et celui du Récébédou près de Portet-sur-Garonne. Le Camp de Noé sera construit début 1941 par les réfugiés espagnols. Sur environ une quinzaine d'hectares, 125 *pavillons* en dur y seront bâtis par les *étrangers* eux-mêmes, la surveillance étant par ailleurs confiée à la gendarmerie. L'appellation de *camp hôpital* évoluera dans le temps. D'abord destiné à accueillir des étrangers âgés, malades ou handicapés, les autorités face à la pression internationale qui dénoncera la faiblesse des moyens médicaux mis en œuvre, opteront alors pour une solution visant à en faire une *structure modèle*, susceptible de devenir une référence dans le domaine de l'accueil des réfugiés, ce qui restera largement lettre morte. Il deviendra alors *centre d'hébergement* puis raidissement autoritaire oblige, *centre de séjour surveillé*.

De février 1941 à juillet 1942 environ 2500 personnes y seront enfermées. Pour moitié les internés sont d'origine espagnole. L'autre moitié est composée quasi exclusivement de juifs allemands ou autrichiens qui en vertu d'un accord passé entre René Bousquet et le SS Dannecker, responsable de la Gestapo en France, seront livrés aux nazis et déportés à Auschwitz dont ils ne reviendront pas. Les conditions de vie sont particulièrement sévères et dégradées. On dénombre globalement plus de 300 morts par cachexie (engendrée par la faim) ou tuberculose. L'absence de chauffage, le manque de véritables soins médicaux, les mauvaises conditions d'hygiène et la nourriture insuffisante contribuent à ce triste résultat. Progressivement le camp devient une annexe de la prison Saint-Michel à Toulouse de bien triste mémoire puisque nombre de résistants y seront incarcérés en attente de leur déportation ou de leur exécution comme Marcel Langer, héros de la résistance toulousaine, décapité sur place le 23 juillet 1943. Ce camp sera totalement livré au service de l'appareil répressif allemand à Toulouse à partir de novembre 1942. On y compte tout à la fois des réfractaires au STO, des personnes soupçonnées de sympathie ou d'appartenance au Parti communiste, des individus accusés de faire du marché noir ou d'autres délits, des marginaux. Des Roms y seront aussi transférés du camp de Saliers-Arles.

Jusqu'au bout, cette antichambre des camps de la mort accomplira son épouvantable besogne puisque le 30 juillet 1944 encore un contingent de 163 personnes dont 42 Françaises et Français y sera prélevé pour être déporté à Buchenwald et à Ravensbrück.

Le 19 août 1944 ce sinistre camp sera libéré par le maquis de Rieumes puis servira jusqu'en 1947 de lieu d'enfermement des personnes suspectées de collaboration. Aujourd'hui ce lieu de détention et de mort n'est plus visible et aucun vestige ne subsiste mais grâce à l'intervention active et soutenue pendant des années de nombreuses associations et des autorités départementales et régionales, un Mémorial a été édifié voici quelques années. Il a été inauguré le 22 octobre 2021 par Beate et Serge Klarsfeld. De facture très contemporaine, il est composé par treize colonnes en acier de différentes longueurs et de six trapèzes égaux sur lesquels est rappelé le nombre des victimes. Les barres verticales symbolisent quant à elles l'ombre d'un groupe d'êtres humains marchant vers la mort. Enfin les six trapèzes constituent un hommage aux six millions de victimes de la Shoah.

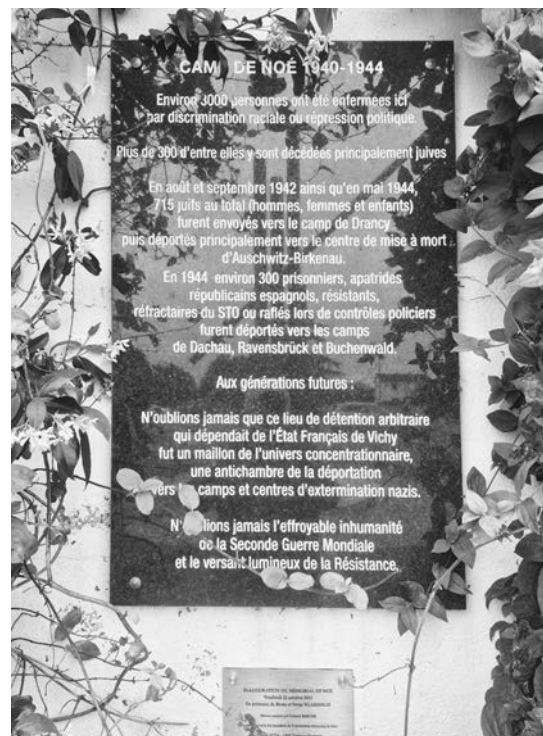
Une plaque rappelant l'existence de ce camp, le nombre des détenus qui y furent enfermés et celui des victimes qui furent transférées à Auschwitz (715) et à Buchenwald, Dachau et Ravensbrück (environ 300).

Au-delà de ce retour au passé qui pourtant à maints égards nous rappelle le présent, cet article constitue également un hommage à notre ami Roger Mélot, disparu en mai 2004 et qui pendant des années et des années nous a accompagnés dans nos voyages mémoriels et a animé notre délégation régionale Midi-Pyrénées, tout en assumant également des charges de conseiller municipal puis d'adjoint au maire de Longages, village voisin de Noé.

Jean-Claude Gourdin

Sources :

Wikipédia - Le camp de Noé
Elika Leroy, *Les lieux de Mémoire de la Seconde Guerre mondiale en Haute-Garonne*, Éditions Loubatières 2025
Éric Malo, *Le camp de Noé (Haute-Garonne de 1941 à 1944)*. in *Annales du Midi*, Tome 100 N°183 juillet/septembre 1988
Les Camps d'internement de Récébédou et de Noé
Michel Goubert CD-ROM *La Résistance en Haute-Garonne* 2009



© Jean-Claude Gourdin

DANS NOS FAMILLES

DÉCÈS

Jean ANESETTI, membre du CA, fils d'Hubert ANESETTI
KLB 49825

Georgette ECHEBERRY, veuve de Jean-Baptiste ECHEBERRY
KLB 77251

Simone PERNOD, veuve de Simon PERNOD
KLB 42743 Dora

Dianette POISSONNET, fille d'Eugène PRIOUZEAU
KLB 49945 Dora

JEAN ANESETTI

En hommage à Jean Anesetti, l'organisation des ses obsèques n'ayant pas permis à l'Association - qu'il considérait pourtant comme sa famille - d'être présente, Anne Furigo a déposé une gerbe de fleurs en notre nom à tous, le 12 septembre 2025, sur la tombe dans laquelle reposent ses parents, là où il a souhaité que l'urne de ses cendres soit scellée.

Jean voulait que l'exposition de l'AFBDK, sur les dessins de Thomas Geve, soit présentée à Mulhouse dans l'établissement de soins où il résidait. Mais il est parti trop tôt. Ce projet doit cependant voir le jour. Il sera l'occasion d'un hommage solennel, avec le drapeau de l'Association. Nous y travaillons dès à présent en mémoire de Jean.

Christophe Rabineau



@Janos Kaldi, mairie du XX^e 23 novembre 2019, réunion de l'Inter-amicales (aujourd'hui UAMCN), Jean est prêt pour les photos.

DONS DU 1^{er} AVRIL AU 30 JUIN 2025

Un reçu fiscal vous sera envoyé début 2026, nous vous remercions de votre générosité.

ALLAIRE Dany.....	10,00 €	GARBES - ROUTABOULE Françoise.....	50,00 €	LOUVET Jakie	10,00 €
BAILLET - VINCEDEAU Marylène.....	20,00 €	GONZALES Lucie/Pierre.....	50,00 €	MAILLET Sylviane.....	20,00 €
BARBILLON Renée.....	50,00 €	GOURDIN Jean-Claude	900,00 €	MANGOLD Guy.....	100,00 €
BARCELONNE Paul.....	50,00 €	GUERIF Stéphane.....	10,00 €	MATHIEU Didier.....	20,00 €
BERNAL - LASTENNET Annie.....	40,00 €	GUERRIER Jeanine.....	30,00 €	MAZAUD Jean.....	20,00 €
BERTHELIN Catherine.....	20,00 €	GUGLIELMI Janine.....	100,00 €	MELO PROBST Françoise.....	320,00 €
BLANPAIN Maurice.....	70,00 €	GUIGNE Rémy.....	10,00 €	MOKOBODZKI Nicole.....	65,00 €
BONIFAS Françoise.....	50,00 €	GUILBAUD Geneviève.....	92,00 €	MONNIER Daniel.....	100,00 €
BOUTON GAUTRON Chantal.....	20,00 €	GUITTON Olga.....	50,00 €	PAYOT François.....	50,00 €
BRIAND Marie-Thérèse.....	30,00 €	GUYOT Jean.....	200,00 €	PLESSIS Gérard.....	60,00 €
BRUSSET Liliane.....	4,00 €	HEBERT Marie-Christine.....	50,00 €	PLUMANDON PIGEAT Nadine.....	50,00 €
CASTANG Viviane.....	20,00 €	HERACLE Jean-Pierre.....	120,00 €	RABINEAU Christophe.....	2254,00 €
CATHELAIN François.....	200,00 €	HERZ Olivier.....	100,00 €	ROUSSIER Françoise.....	25,00 €
CAUSSIN Michel.....	20,00 €	JUROVICS Aline.....	10,00 €	ROUSSIN Gisèle.....	50,00 €
CHARRON Pierrine.....	42,00 €	KIMMEL Sabine.....	10,00 €	SCHIL Florence.....	450,00 €
COLIGNON Camille.....	20,00 €	KROUTKOFF Sylvie.....	30,00 €	SCHOEN Jacques.....	50,00 €
DARDEL François.....	50,00 €	LAHAUT Denise.....	100,00 €	TASSEL Henriette.....	50,00 €
DE KERPEL Maryse.....	100,00 €	LANOISELEE Michel.....	20,00 €	TELLIER Florence.....	10,00 €
DEHILLERIN Bénédicte.....	150,00 €	LAROCHE Philippe.....	50,00 €	TUET Georges.....	100,00 €
DELAHAIE Jacques.....	50,00 €	LAURENT BEGIN Sylvie.....	20,00 €	VANDEBOSSCHE Marie-Thérèse.....	30,00 €
DESMET Bleuette.....	100,00 €	LAURENT BIZOS Séverine.....	150,00 €	VENULETH - RICOUX Patricia.....	10,00 €
DURAND Dominique.....	50,00 €	LERDUNG Alain.....	50,00 €	ZIEGLER Walter.....	20,00 €
FERRETTI Christiane.....	50,00 €	LETONTURIER Maria.....	38,00 €	ZWINGENBERGER Markus.....	10,00 €

DANS NOS RÉGIONS

LES ÉTABLISSEMENTS MÉDICAUX-SOCIAUX FONDÉS PAR LA FNDIRP À FLEURY-MÉROGIS

1945, LES DÉPORTÉS REVIENNENT DES CAMPS DE CONCENTRATION...

Leur état physique et psychique est catastrophique. Beaucoup sont tuberculeux, soignés dans des sanatoriums. Mais les déportés ont d'autres pathologies, la dénutrition et les carences, les maladies infectieuses, les traumatismes psychiques (cauchemars) et des séquelles à long terme.

Dès 1945 la FNDIRP est fondée par Marcel Paul KLB 53067 et Frédéric-Henri Manhès KLB 42040. Ils sont convaincus qu'il faut créer une structure qui pourra accueillir leurs camarades survivants. Elle devra prendre en charge ceux qui ne pourront plus jamais exercer leur profession et d'autres partis très jeunes, sans formation, tout en les soignant, leur permettre de se réinsérer dans la société.

En 1948 la FNDIRP achète le château de Fleury-Mérogis (Essonne) à la marquise de Maillé. La propriété est un ancien rendez-vous de chasse de 18 hectares. Pour compléter l'achat un appel, signé par le président Frédéric-Henri Manhès et le vice-président le révérend père Michel Riquet (déporté à Mauthausen, KLM 63061, puis transféré à Dachau, KLD 134390 où il sera libéré le 29 avril 1945), est adressé aux déportés qui répondront avec générosité.

Le Centre Jean-Moulin, maison de post-cure, est inaugurée en 1948. Il accueillait les anciens déportés atteints de séquelles de la déportation. Il avait pour objectif la réadaptation professionnelle en postcure sanatoriale. Il est installé dans le château, le club, les ateliers et les dépendances. Les ateliers proposent des formations professionnelles variées.



© Jean-Pierre Guérif

La clinique Frédéric-Henri Manhès est inaugurée le 30 octobre 1965 dans le cadre du vingtième anniversaire de la libération des camps. La spécificité de cette clinique provenait des travaux de l'équipe du docteur Fiches, membre du bureau national de la FNDIRP qui rappelait que la longévité moyenne des déportés est de dix ans inférieure à celle du reste de la population. La FNDIRP entendait permettre « aux survivants de survivre » et présentait la clinique comme le « centre national de santé des déportés et internés ».

La maison de retraite médicalisée, **EHPAD Marcel-Paul**, continuité de l'esprit d'entraide et de solidarité, est inaugurée le 10 avril 1985 pour le quarantième anniversaire de la libération des camps.

En 1981, devant la disparition progressive des déportés et la diminution de ses moyens financiers, la FNDIRP décide de confier la gestion de ses centres médico-sociaux aux mutuelles. Le 10 novembre 1982 une convention de coopération est établie avec l'Union des Mutuelles d'Île-de-France (UMIF). En 1986 cette convention devient une convention de transfert de gestion et de propriété.

L'impulsion donnée par le partenariat UMIF et FNDIRP a permis de faire évoluer les établissements sanitaires et sociaux.

Le centre Jean Moulin deviendra l'Établissement et Service de Réadaptation Professionnelle. Il permet de réinsérer dans l'emploi et dans le monde des entreprises, des travailleurs ayant subi des handicaps liés à un accident du travail ou à des maladies professionnelles.

Lors des accords de cession des trois établissements médico-sociaux de Fleury-Mérogis, la FNDIRP et l'UMIF ont décidé d'ériger une sculpture sur le thème *Héritage et mémoire de la déportation* pour ne pas oublier le passé. Raimond Hommet a réalisé cette œuvre : une souche d'olivier, vieille de plus d'un demi-siècle, un chêne rouge et un cèdre du Liban de chaque côté sont le devenir et l'espoir des générations futures, une structure en béton gris clair symbolise l'internement, la barre porteuse de la racine est un rail de chemin de fer, élément hautement évocateur de la déportation.

Le site est depuis 2008, géré par l'Union mutualiste d'initiative santé.

La commémoration départementale de l'Essonne de la Journée nationale du souvenir des victimes et des héros de la Déportation a lieu dans ce centre à Fleury-Mérogis depuis 2023.

Jean-Pierre Guérif



© Jean-Pierre Guérif

DANS NOS RÉGIONS

CHARENTE-MARITIME



Les cérémonies de commémoration du 80^e anniversaire de la libération des camps de concentration et des prisons nazis se terminent. On peut dès à présent faire un premier bilan.

Au niveau national, on regrette un certain désengagement des autorités, à commencer par celui du Président de la République, absent aux cérémonies du 27 avril à Paris mais également le relatif silence dans certains médias. Ce constat peut être également étendu à l'ensemble des commémorations du 80^e, en particulier le 8 mai. On aurait souhaité un signal fort à la nation.

Les initiatives provinciales, à leur échelle, sont plus positives, sans doute parce que plus proches de la réalité, de l'histoire et de la mémoire locales. S'agissant de la Charente-Maritime, je retiens trois événements particulièrement signifiants de la conscience mémorielle. Le 27 avril, à Royan le maire et les diverses autorités départementales ont invité la population à un dépôt de gerbes au monument de la Résistance et de la Déportation. À cette occasion, une urne contenant des cendres de déportés est présentée. Ce monument imposant a été érigé en 1967, square du 8 mai 1945, sur le front de mer. Le public nombreux, la présence du fils d'une déportée, décédée à Auschwitz et de lycéens, renforçaient ce moment intense. J'ai eu l'honneur de lire le Serment de Buchenwald.

Au même moment à Saintes, était inaugurée la stèle dédiée à la mémoire des dix neuf juifs saintais âgés de 2 à 66 ans. morts en déportation à Auschwitz. Elle est érigée sur une ravissante placette, square Angel-Sidelio, créé en 1982, du nom de deux familles déportées. L'initiative en revient à Edouard Matarasso, 96 ans,

saintais de cœur et de vie, ancien instituteur et sportif confirmé. Il a échappé ainsi que sa famille à la rafle du 31 janvier 1944. L'inscription des noms et des convois, lui paraissent essentielle pour préserver leur mémoire.

Le projet de stèle était porté par les Amis de la Fondation pour la Déportation de Charente-Maritime, (AFMD 17), avec le soutien actif de la municipalité. La sculpture du livre a été réalisée par un atelier de sculpteurs locaux, membre de la Société d'archéologie et d'histoire de Charente-Maritime. L'ensemble sobre, s'intègre pleinement sur cet espace paisible et lumineux.

Dans le prolongement de cette cérémonie, le 7 mai, les services du patrimoine et des archives proposaient un parcours dans Saintes, sur les lieux d'internement des résistants, des juifs, des tziganes, avant leur déportation. Ce sont environ une trentaine de personnes qui se sont mises dans leurs pas, avant d'assister à l'inauguration de l'exposition *Saintes : chroniques de guerre : 1939-1945*.

Enfin, une observation à caractère général: le 27 mai, instauré depuis une loi de 2013 Journée nationale de la Résistance, est loin de mobiliser le milieu scolaire, pourtant cible principale de la loi. Ce constat devrait peut-être nous conduire à repenser cette journée.

On le voit, la mémoire locale ici est forte, vivace, comme dans beaucoup de nos territoires. Il y a encore beaucoup à découvrir, à parcourir, à travailler, à communiquer sur ces histoires de "proximité", qui ne sont en rien "au rabais" mais tout aussi porteuses et constitutives de notre histoire nationale.

© Édith Robin

Édith Robin

JOURNÉE NATIONALE À LA MÉMOIRE DES VICTIMES DES CRIMES RACISTES ET ANTISÉMITES DE L'ÉTAT FRANÇAIS ET D'HOMMAGE AUX JUSTES DE FRANCE

L'AFMD 17 (Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation) ne connaît pas la pause estivale. À Royan, ce dimanche 20 juillet, devant le Monument de la Résistance et de la Déportation, une cinquantaine de personnes se sont réunies pour commémorer cette journée. Porte-drapeaux, autorités municipales et départementales, les associations de mémoire invitées, le fils de Thérèse Chapira, exterminée à Auschwitz, membre de l'Association et d'autres descendants de déportés ont écouté la Sous-préfète de Rochefort prononcer une allocution fortement engagée sur les exigences et les valeurs républicaines. Nuit et Brouillard, la chanson de Jean Ferrat, « Ils étaient vingt et cent ... », a été reprise par bien des voix de l'assistance.

Fabienne Binot-Allaire, présidente de l'AFMD de Charente-Maritime et moi-même, avons rappelé que l'histoire montre que rien n'est définitivement acquit en matière de libertés, d'humanisme, que l'on ne peut se satisfaire du « plus jamais ça ! ».

Notre socle a été le discours de Jacques Chirac du 16 juillet 1995 commémorant la rafle du Vel' d'Hiv des 16 et 17 juillet 1942, qui marqua un tournant historique dans le récit national et la mémoire

collective. Pour la première fois la France reconnaissait que l'État français par sa complicité active avec les Allemands, « accomplissait l'irréparable ».

Édith Robin



© Édith Robin. Plaque en hommage aux Juifs victimes du nazisme, située face au Monument de la Résistance et de la Déportation à Royan.

DANS NOS RÉGIONS

HOMMAGE AUX LIBÉRATEURS DE LA FRANCE DU JOUG NAZI LE MARDI 27 MAI 2025 À COURS DANS LES DEUX-SÈVRES

En amont de l'inauguration du pupitre de la Résistance⁽¹⁾ à Cours le 27 mai 2025, Journée de la Résistance, les 51 élèves des cycles 2 et 3 du regroupement pédagogique intercommunal concentré Eugène Geoffriault de Champdeniers-Pamplie-Cours ont visité le Centre Régional « Résistance & liberté » à Thouars leur permettant de comprendre l'engagement des résistants. Puis, lors de la cérémonie, ils ont lu le poème *Victoire* de Christian Castillo devant les autorités civiles et militaires, les élus, les 24 porte-drapeaux français et britannique, les anciens combattants français et britanniques, les familles des résistants et la population locale et avoisinante déplacée en nombre. Ensuite les faits historiques ont été évoqués :

*Pic aux épaules carrées,
nous disons six fois*

C'est par ce message de la BBC que les derniers parachutages alliés sont effectués dans les nuits du 26 au 27 août et du 9 au 10 septembre 1944 au lieu-dit la Batallière de Cours. Les résistants supervisés par le major Whitty de la mission *Harold* ont réceptionné puis dissimulé les huit tonnes de matériel de guerre contribuant à armer le 114^e Régiment d'infanterie

(1) Pupitre mémoriel d'informations à fins pédagogiques contenant textes et iconographie ainsi qu'un QR code vers le site internet du Centre Régional "Résistance & Liberté".



© Marc Lambourg

commandé par Edmond Proust, dans lequel de nombreux résistants gâtinais ont combattu pour libérer les Deux-Sèvres, la poche de La Rochelle et finalement la France. Fervents défenseurs de la Mémoire, les anciens combattants britanniques des associations The Combined Services Support Group (CSSG), groupe de soutien aux services combinés britanniques et de la Royal Air Force Association ont entonné leur hymne national *God Save the King*, après le dépôt des gerbes et la minute de silence. Pour clore la cérémonie, les élèves ont interprété les couplets 1, 6 et 7 de la Marseillaise.

Françoise Basty

VALISES ! HISTOIRES D'UN OBJET DANS LA GUERRE

Pour la première fois depuis sa réouverture après la rénovation de 2023, le musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon, présente une exposition temporaire originale.

A nos yeux, synonyme de vacances, d'une joyeuse évasion vers l'inconnu, la valise, cet objet du quotidien, illustre ici d'autres déplacements, parfois tragiques, parfois sans retour. Les treize valises exposées racontent tant d'histoires : l'exil des Républicains espagnols, l'exode de 1940, les départs pour la prison ou le camp, qui nous renvoient à l'extermination mais aussi à la libération, au retour. Elles parlent également de résistance et de luttes : la valise-radio, la valise-chapelle, celle du fabricant de faux-papiers...

J'invite les lecteurs à venir voir cette exposition jusqu'au 31 décembre. De plus, l'exposition permanente est remarquable. Et Besançon est une si jolie ville !



© Anne Furigo



© Anne Furigo

Anne Furigo

VIE DE L'ASSOCIATION

HOMMAGE À JACQUES MOALIC

Le 16 septembre 2025, à l'église Saint Roch, dans le 1^{er} arrondissement de Paris, un hommage a été rendu à Jacques Moalic, résistant, déporté, journaliste, décédé le 25 avril 2025 dans sa 103^e année. Après une messe hommage, la famille de Jacques, ses amis du monde du journalisme et de celui de la Résistance et de la Déportation se sont rendus en procession au *Mur de la déportation*, inauguré en 1957 par Geneviève de Gaulle-Anthonioz et le chancelier Konrad Adenauer. De la terre et des cendres ont été rapportées des camps et placées derrière chaque plaque murale mémorielle. Une plaque ne porte pas le nom d'un camp, mais celui de l'abbé Louis Courcel KLB 76965, prêtre à Saint-Roch, membre du *Réseau Bourgogne*, qui a sauvé des aviateurs américains et anglais et est mort en déportation en mars 1945 à Nordhausen. Déjà, le 30 janvier 2023, Peter Kleine, maire de Weimar, était venu

à Paris pour remettre à Jacques Moalic le titre de Citoyen d'honneur de la Ville de Weimar, dans le cadre prestigieux de l'Institution nationale des Invalides. Il a de nouveau fait le déplacement en ce 16 septembre, pour rendre hommage à Jacques par sa présence, avec Andy Faupel (chargé de communication) et notre amie Franka Günter qui a assuré la traduction du discours que Peter Kleine a prononcé après celui d'Olivier Lalieu, devant le *Mur de la déportation*.



© Christophe Rabineau

HOMMAGE D'OLIVIER LALIEU

C'est avec une profonde émotion que je m'exprime en ce lieu si symbolique pour participer en tant que président de l'AFBDK à l'hommage rendu à notre ami Jacques Moalic. J'adresse à son épouse, Marie-Claude et aux membres de sa famille, nos plus sincères condoléances et l'assurance de tout notre soutien fraternel dans ces circonstances si douloureuses. Jacques Moalic a été durant plusieurs décennies un membre, discret et fidèle de notre Association. Il était aussi une personnalité engagée au sein de l'UNADIF-FNDIR et de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation dont il était administrateur. Jacques ne recherchait pas les honneurs, il était entier et engagé sans vouloir devenir un témoin routinier ou un professionnel de la Mémoire.

Lui, brillant journaliste, n'aura pas publié d'ouvrage en propre pour restituer son parcours en résistance et en déportation. Il aura néanmoins livré ses souvenirs pour la presse, devant des élèves comme aux Archives nationales en 2022 à notre demande, auprès de réalisateurs comme Anice Clément ou pour des ouvrages collectifs comme celui de Bernard Fillaire avec la FNDIR-UNADIF où il mêlait sa voix à celle de personnalités depuis disparues comme François Perrot, Maurice Braun ou André Laroche. Jacques avait de quoi captiver son auditoire, avec une verve et une authenticité remarquable. Né en Bretagne le 3 mars 1923, évacué de Brest au début de la guerre, il s'installe à Paris avant de rejoindre Nevers où un oncle réside. Il souhaite s'engager dans la Résistance et utilise l'appareil de reprographie de son oncle. Le soir, Jacques et ses camarades éditent des tracts clandestins et notamment cette lettre adressée aux étudiants de France contre le Service du Travail Obligatoire qu'il ramène à Paris pour le diffuser auprès des étudiants. Mais pour Jacques, seule l'entrée dans les Forces françaises combattantes l'intéressait. En juillet 43, il trouve une filière vers la Savoie puis vers l'Afrique du Nord ou l'Angleterre par l'Espagne. C'est lors du passage des Pyrénées que Jacques est arrêté du côté du Perthus, par une patrouille allemande. C'était le 16 octobre 1943. Il sera emprisonné à Perpignan puis au camp de Compiègne en novembre.

Le 14 décembre 1943, Jacques est déporté vers le camp de Buchenwald dans un convoi de 933 hommes, dont de nombreux résistants. C'est le 5^e convoi à quitter notre pays vers cette destination funeste.

Il reçoit le matricule KLB 38348. Un tiers des déportés du convoi de Jacques sont transférés le 11 janvier 1944 vers le kommando de Dora, alors en construction et à la mortalité terrifiante.

Jacques lui reste à Buchenwald, où il rejoint le Block 34 du Grand camp, un Block où les Français sont nombreux et bien organisés et constituent une grande famille. Il fait la connaissance d'un homme en particulier, Jacques Grimaux, pseudonyme de Christian Pineau, figure du syndicalisme d'avant-guerre, socialiste engagé dans la résistance au sein de Libé-Nord et du réseau Phalanx et déporté dans le même convoi que lui. Jacques gardera pour Christian Pineau une profonde estime et, à chacune de nos discussions, le nom de Pineau revenait. Jacques aurait sans doute apprécié que l'on cite Christian Pineau une nouvelle fois et notamment ce passage où il décrit l'importance des activités culturelles qu'il développe dans le Block 34 :

« Grâce à une volonté collective d'organisation pour la survie, grâce à une solidarité presque toujours obtenue, une discipline consentie, nombreux ont été les camarades qui, la main dans la main, se sont aidés mutuellement à surmonter les obstacles et les dangers et qui, pour sauver leur corps, ont tenu à conserver leur dignité d'homme et la qualité de leur esprit. Ainsi une heure de littérature pouvait-elle valoir plus qu'une heure de sommeil. »

Jacques était l'un d'entre eux. Après avoir échappé à l'enfer de Dora ; après avoir connu le travail forcé notamment pour l'entretien des voies de la gare de Buchenwald, Jacques ne peut malheureusement pas éviter un départ vers le Kommando d'Ohrdruf le 7 janvier 1945, avec près d'un millier d'hommes. S-III, Ohrdruf, un nouveau complexe nazi en cours de construction, destiné à ériger un Q.G. pour Hitler et un réseau de tunnels pour la production de bombes volantes. Ohrdruf, un nouvel enfer, dont Jacques regrettait qu'il ne soit pas plus connu et reconnu. Cependant, Jacques échappe aux travaux les plus durs et se voit affecté à l'installation de l'électricité dans les Blocks. Il le dira après-guerre, cela lui a sauvé la vie, l'éloignant des sinistres tunnels. Début avril, le rapprochement de la bataille est perceptible et l'inquiétude règne parmi les survivants qui craignent leur liquidation par les nazis. Des décennies après, il se souvenait encore avec acuité de la fébrilité dans le camp et du silence

« extraordinaire » qui suivit le bruit de la canonnade. Dans les premières heures d'avril 1945, les déportés sont ramenés vers le camp central de Buchenwald alors que les plus faibles étaient exécutés. Un camarade le reconnaît sur la place d'appel et le ramène au Block 34. Le 11 avril, cette même fébrilité gagne Buchenwald, entre appréhension d'un massacre plus ou moins organisé des SS, et l'espoir de la libération. Jacques échappe à une nouvelle évacuation. En avril 2025, à 102 ans, il témoignait encore pour l'AFP de cette journée extraordinaire : « On a commencé à préparer des armes... et puis tout d'un coup, une unité américaine est arrivée. Les SS n'ont pas engagé le combat, ils ont préféré foutre le camp. Quelques minutes plus tard, on était dehors ». Oui, ce sont les armes à la main que les déportés de Buchenwald accueillent leurs libérateurs américains. Parmi eux, Jacques Moalic, l'étudiant de 22 ans. Libéré, ce qui le frappe, « c'est la rapidité avec laquelle nous dépouillons notre peau de prisonnier, nos réflexes de concentrationnaires, comme si nous voulions tous, très vite, échapper à notre cauchemar. J'étais un numéro et je reprends mon nom », avait-il aussi écrit dans un témoignage publié par l'AFP en 1985. Lui qui rêvait de devenir officier de marine, il va embrasser la carrière de journaliste grâce au camp et sa rencontre sur la place d'appel de Buchenwald avec



© Christophe Rabineau

VIE DE L'ASSOCIATION

HOMMAGE À JACQUES MOALIC

Maurice Nègre, le futur patron de l'AFP. Jacques Moalic a participé à sa manière durant de nombreuses années à cette indispensable œuvre de mémoire et de transmission, et il faut le saluer.

Il constatait en 2000 que « La Résistance est la grande inconnue de notre Histoire. » et il espérait « qu'elle ne soit pas méconnue, défigurée voire peu à peu oubliée ! » Nous pourrions certainement associer Résistance et Déportation dans ces propos de Jacques, dont l'actualité nous hante et nous engage chaque jour un peu plus pour être digne de l'héritage moral légué aux nouvelles générations par Jacques et ses camarades.

Qu'il repose en paix.

HOMMAGE DE PETER KLEINE (maire de Weimar)



Peter Kleine, maire de Weimar, a ensuite prononcé un discours d'hommage devant la chapelle dite du Mur de la déportation. La traduction en était assurée par Franka Günter.

HOMMAGE DE JEAN-LOUIS LEMARCHAND (journaliste, collègue de Jacques Moalic)

Jacques aimait à raconter que la vocation de journaliste lui était venue sur la place d'appel du camp de Buchenwald à la faveur d'une rencontre avec Maurice Nègre, directeur d'une agence d'informations clandestines dans la France occupée et torturé par la Gestapo avant d'être déporté. L'histoire est trop belle. Libéré en avril 1945 après seize mois de régime concentrationnaire, Jacques Moalic entreprend des études universitaires en Droit, et choisit en 1950 d'entrer à l'Agence France Presse alors dirigée par son ancien compagnon de captivité. Il a 27 ans et il ne dissimule pas sa joie de décrocher la carte de presse, numéro 12.707. « Quand je suis entré dans le métier, se souvenait-il, personne ne m'a demandé si j'avais le moindre diplôme ». Place de la Bourse, le débutant est affecté au desk, le cœur battant de l'Agence. Il apprend le B.A.-BA du travail d'agencier : relire, vérifier, réécrire, corriger, réduire, supprimer les adjectifs superflus dans les dépêches des rédacteurs avant de les envoyer - alors par téléscripteur - aux journaux du monde entier. C'est le point de départ d'une carrière de plus de trois décennies consacrée exclusivement à l'AFP et qui aura conduit Jacques Moalic à exercer les plus diverses et délicates missions du journalisme. Envoyé sur le terrain des opérations, le reporter couvrira quelques-uns des conflits majeurs qui secouent la planète dans cette décennie 1960-1970. Il est à Léopoldville quand le Congo belge accède à l'indépendance, à Hanoi, seul journaliste occidental dans le Viet Nam du Nord dirigé par les communistes, à Damas, Amman et Beyrouth pour la guerre des Six Jours en juin 1967. Il est aussi à Alger chef du bureau de l'agence en 1961-62 pour les dernières années sanglantes de l'Algérie territoire français avec le putsch manqué des généraux félons, les attentats de l'OAS, les massacres de civils. Un exercice délicat où l'AFP



a démontré, aux dires mêmes des observateurs les plus critiques, « son indépendance, son impartialité » vis-à-vis des deux belligérants.

Ses qualités professionnelles de fiabilité, de neutralité, de sang froid, Jacques Moalic aura l'occasion de les mettre à profit quand il sera nommé en 1969 correspondant auprès de l'Élysée, à l'élection de Georges Pompidou. Un poste de confiance, spécialement sensible auquel il succède à une grande signature de l'Agence, Jean Mauriac. Jacques Moalic est à son poste le 2 avril 1974 pour lancer à 21 h 45 le flash annonçant la mort du Chef de l'État. On le retrouve ensuite avec Valéry Giscard d'Estaing, quand celui-ci invite les éboueurs à prendre le petit déjeuner à l'Élysée, quand il serre la main d'un détenu - geste qui fera polémique - à la prison Saint-Paul à Lyon, ou encore quand il effectue au large de Brest une plongée de 24 heures dans le sous-marin nucléaire Le Terrible. Ce dernier reportage prend une saveur particulière pour le journaliste d'origine brestoise qui se destinait dans sa jeunesse à une carrière dans la Marine nationale.

Sur les photos de l'époque, on remarque toujours l'observateur au plus près de son sujet, le carnet à la main, l'œil aux aguets. Faire preuve de rigueur dans la collecte de l'information, d'humilité devant les faits, de sobriété sans sécheresse dans la rédaction, d'indépendance vis-à-vis de tous les pouvoirs, tels étaient les principes de Jacques Moalic. Ceux qu'il a transmis à l'équipe du service des Informations Générales, rédaction d'une vingtaine de journalistes, parfois turbulents, qu'il dirigera pour son dernier poste à l'Agence au début des années 80.

Respecté de ses pairs, je peux en attester l'ayant côtoyé plus de quinze ans, il faisait honneur à la profession et à l'AFP qu'il a fidèlement servi sans relâche. « Si j'avais un conseil à donner à un débutant, confiait-il, ce serait d'être simple, de ne pas écrire avec prétention, de travailler tout simplement ». En guise de conclusion de ce modeste et bref hommage, je voudrais citer un extrait d'un entretien au printemps dernier, bien révélateur de son style. Comme on lui demandait quel était son état d'esprit à sa libération en avril 1945, Jacques Moalic avait répondu : « J'étais un numéro, KLB 38348, je redevais un homme ».



LA 131^e PROMOTION DE L'ACADÉMIE MILITAIRE DE LA GENDARMERIE NATIONALE, BAPTISÉE PROMOTION CAPITAINE KELLER

Maurice KELLER - KLB 69298



Insigne de la 131^e promotion

Né le 10 septembre 1905 à Epfig dans le département du Bas-Rhin, il effectue son service militaire en 1934, au 25^e RTA (Régiment de tirailleurs algérien) et termine avec le grade de lieutenant de réserve.

Après avoir suivi une formation au sein de la Gendarmerie, il obtient en mars 1937 le grade de maréchal des logis chef. Il suit ensuite une formation d'officier à l'école d'application de Versailles (Yvelines) et est promu sous-lieutenant puis lieutenant en 1939, à l'aube du second conflit mondial. Après avoir occupé plusieurs postes opérationnels, dans le Cher et dans l'Allier, il rejoint la Légion de Gendarmerie de Gascogne et prend la tête de la compagnie de gendarmerie de Saint-Girons, sous-préfecture ariégeoise proche de l'Espagne.

Dès sa prise de fonction, il s'engage dans une organisation clandestine, le Service évasion, où il assure la sécurité des convois des évadés vers la frontière espagnole.

Il aide efficacement les responsables chargés de mettre en place les premiers maquis et parvient à détourner les enquêtes officielles menées à l'encontre des milieux résistants. Il fait également prévenir les jeunes hommes recherchés pour le STO (Service du travail obligatoire), qu'il est chargé d'aller convoquer, en les aidant à rejoindre l'Espagne. En janvier 1943, il défend courageusement un de ses gendarmes accusé par les Allemands d'avoir laissé échapper volontairement trois réfractaires au STO qui étaient confiés à sa garde.

Et en février 1944, il obtient la libération de deux chefs des MUR (Mouvements Unis de la Résistance) de la région de Saint-Girons en se portant personnellement garant pour eux, assurant qu'il ne s'agissait pas de résistants mais bien de pétainistes affirmés. La multiplication de ses activités clandestines et son attitude finissent par attirer la méfiance des autorités d'occupation et il se retrouve à faire l'objet d'une surveillance. Il est arrêté le 10 juin 1944 par la Gestapo, incarcéré à la prison Saint-Michel à Toulouse (Haute-Garonne). Déporté le 30 juillet depuis cette ville à Buchenwald qu'il atteint le 6, il effectue sa période de quarantaine au camp des tentes du Petit camp, intègre le Block 58 également au Petit camp, puis le Block 19 au Grand camp. Le 6 septembre, il est transféré au Kommando de Langenstein chargé du forage de tunnels pour l'installation d'une usine souterraine pour la firme Junkers. Il intègre le Block 9, puis le 29 septembre le Block 4. Le 12 octobre, il est envoyé à l'*Aussenkommando* d'Hecklingen, un chantier dépendant de Langenstein. Le 10 novembre, il retourne à Langenstein où il intègre le Block 10. Le 26 décembre, malade, il est admis au *Revier*.

Maurice KELLER y décède le 28 janvier 1945.

Il est promu à titre posthume Capitaine, Chevalier de la Légion d'honneur, titulaire de la Croix de guerre 39-45 avec étoile d'argent et de la Médaille de la Résistance.

Il est le parrain de la 131^e promotion 2024-2026, de l'Académie Militaire de la Gendarmerie Nationale (AMGN).

Jean-Luc Ruga



© Christophe Rabineau



© Christophe Rabineau

A l'invitation de l'Académie Militaire de la Gendarmerie Nationale, l'AFBDK était représentée par Jean-Pierre Guérif et Christophe Rabineau, le 27 juin 2025 à Melun, pour le baptême de la 131^e promotion d'élèves-officiers.